

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78011 VERSAILLES

VERSAILLES, le 23/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **NOVERGIE**

16 place de l'IRIS  
92040 NANTERRE

Code AIOT : 0006503198

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement NOVERGIE implanté 2 RUE DE L'UNION 78420 CARRIERES SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 23/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est conduite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOVERGIE
- 2 RUE DE L'UNION 78420 CARRIERES SUR SEINE
- Code AIOT : 0006503198
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

L'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) CRISTAL exploitée par la société SUEZ RV ENERGIE procède à l'élimination par incinération des ordures ménagères et des déchets d'activités d'entreprises de sa zone de chalandise.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- mâchefers
- rejets atmosphériques
- Surveillance vidéo

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Valeurs limites des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/06/2011, article 4.15	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 3.10.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Manutention et stockage des mâchefers	AP Complémentaire du 27/06/2011, article 5.21	/	Sans objet
2	Déchets et résidus de l'incinération	AP Complémentaire du 27/06/2011, article 5.25	/	Sans objet
3	Déchets et résidus de l'incinération	AP Complémentaire du 27/06/2011, article 5.28	/	Sans objet
4	Manutention et stockage des mâchefers	AP Complémentaire du 27/06/2011, article 5.22	/	Sans objet
6	Autosurveillance des rejets à l'atmosphère	AP Complémentaire du 27/06/2011, article 4.18	/	Sans objet
7	Contrôle vidéo des déchargements	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	/	Sans objet
8	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R. 541-48-4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est rappelé à l'exploitant qu'il est attendu qu'il respecte les dispositions des articles D. 541-48-1 et R. 541-48-4 du code de l'environnement au plus tard à compter du 1er janvier 2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Manutention et stockage des mâchefers

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/06/2011, article 5.21
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité maximale [de mâchefers] présente sur le site est en toute circonstance inférieure à 1 100 tonnes.
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate que la quantité de mâchefers entreposée sur site est inférieure à la limite des 1 100 tonnes autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Déchets et résidus de l'incinération

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/06/2011, article 5.25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la qualité des mâchefers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La qualité des mâchefers est contrôlée selon un programme défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce programme comprend les éléments nécessaires à la traçabilité des lots de mâchefers et des échantillons nécessaires aux analyses. Un plan de gestion est annexé au programme.  Ce programme spécifie notamment la réalisation d'une analyse mensuelle des mâchefers produits, pour les paramètres intrinsèques visés en annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare disposer d'un plan détaillant l'ensemble des actions concourant à la gestion des mâchefers produits sur son site. Une version numérique de ce plan assurance qualité intitulé "Valorisation des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux de l'UIOM Cristal à Carrières-sur-Seine" est transmis par courriel à l'équipe d'inspection le 21/10/22. Le plan indique que les mâchefers sont répartis selon 3 catégories : mâchefers valorisables en usage routier de type 1 ou de type 2, ou non valorisables. La typologie des mâchefers est déterminée au moyen d'analyses intrinsèques (conduites par l'exploitant sur un échantillon représentatif) et de tests de lixiviations (conduits par le sous-traitant assurant la maturation des mâchefers). Le plan indique que les mâchefers sont répartis en lots mensuels et qu'un échantillon représentatif est constitué conformément au protocole d'échantillonnage. Au cours de l'inspection, l'exploitant déclare que cet échantillon représentatif est réalisé au moyen de 6 prélèvements effectués à divers moments dans le mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Déchets et résidus de l'incinération

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/06/2011, article 5.28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre d'exploitation relatif aux mâchefers rapportant, a minima, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- date de constitution et d'achèvement du lot,</li><li>- quantité de mâchefers produits par semaine [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> A la demande de l'équipe d'inspection, l'exploitant transmet par courriel le 24/10/22 son extrait de registre d'exploitation relatif aux mâchefers produits durant l'année 2021. L'extrait de registre transmis a été obtenu au moyen du registre des entrées/sorties filtré sur les colonnes dates et nature du chargement (valeurs respectives 2021 et EVM). L'extrait de registre indique que 19 687 tonnes de mâchefers ont été enlevés au total en 2021 dont 15 941 tonnes à destination des installations de maturation de la société SPL, le reste ayant été pris en compte par la société AZUR MACHEFERS. Une comparaison avec le document intitulé "Synthèse annuelle SUEZ RV ENERGIE - Agence SPL - Saint-Ouen-l'Aumône - 2021" que la société SPL transmet à l'exploitant permet de recouper la valeur du registre. L'extrait de registre fait état d'une moyenne de 90 enlèvements par jour (environ 30 tonnes par vecteur). Ainsi, le registre entretenu par l'exploitant ne répond pas exactement aux prescriptions réglementaires, mais la constitution des lots se faisant par mois calendaires et les enlèvements étant "multi-quotidiens", le mode de suivi adopté est satisfaisant tant que le rythme des enlèvements permet que le stock de mâchefers soit inférieur à ce qui est produit en une semaine, ce qui était le cas lors de la visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Manutention et stockage des mâchefers

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/06/2011, article 5.22			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de manutention et d'entreposage			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<p><b>Prescription contrôlée :</b>          La manutention et le stockage des mâchefers sont faits sur une aire étanche abritée et permettant la collecte des eaux d'égouttage et de lessivage. [...]</p> <p>Le bâtiment de stockage des mâchefers comporte 2 cellules d'entreposage séparées présentant les caractéristiques suivantes :</p>			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Cellule / Surface d'entreposage / Type de produit stocké / Quantité maximale entreposée</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Cellule 1 / 60 m<sup>2</sup> / Ferrailles de dimensions inférieures à 300 mm / 50 tonnes</td> </tr> <tr> <td>Cellule 2 / 435 m<sup>2</sup> / Mâchefers déferrailés / 1 000 tonnes</td> </tr> </tbody> </table>	Cellule / Surface d'entreposage / Type de produit stocké / Quantité maximale entreposée	Cellule 1 / 60 m <sup>2</sup> / Ferrailles de dimensions inférieures à 300 mm / 50 tonnes	Cellule 2 / 435 m <sup>2</sup> / Mâchefers déferrailés / 1 000 tonnes
Cellule / Surface d'entreposage / Type de produit stocké / Quantité maximale entreposée			
Cellule 1 / 60 m <sup>2</sup> / Ferrailles de dimensions inférieures à 300 mm / 50 tonnes			
Cellule 2 / 435 m <sup>2</sup> / Mâchefers déferrailés / 1 000 tonnes			
Les ferrailles de dimensions supérieures à 300 mm sont stockées dans une benne de capacité de 6 tonnes.			
<p><b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate que la manutention des mâchefers est réalisée sur une surface étanche et abritée.</p> <p>L'exploitant déclare contrôler régulièrement l'état de la rétention et effectuer les réparations nécessaires au maintien de son étanchéité. L'équipe d'inspection constate que la dalle a effectivement subi, par endroits, des réfections.</p> <p>Les aires des cellules 1 et 2 sont bien distinctes et contiennent bien les matériaux prévus dans la limite des quantités prescrites. Les ferrailles de grandes dimensions sont récupérées au travers d'un "peigne" vibrant dans une benne.</p>			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

#### N° 5 : Valeurs limites des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/06/2011, article 4.15			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque four d'incinération, les valeurs limites des rejets des installations après traitement sont précisées dans le tableau ci-dessous			
Paramètres	Valeurs limites		
	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup> en moyenne journalière	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup> en moyenne sur une demi heure	Flux journalier (kg/j)
Poussières totales	10	30	9,4

Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10	20	9,4
Monoxyde de carbone (CO)	50	100	46,8
Chlorure d'Hydrogène (HCL)	10	30	9,4
Fluorure d'Hydrogène ( HF)	1	4	0,9
Dioxyde de soufre (SO2)	30	60	28
Monoxyde d'azote et dioxyde d'azote, exprimés en NO <sub>2</sub>	80	160	96
Ammoniac (NH3)	10	20	9,4

Paramètres	Valeurs limites	
	Concentration en ng/Nm <sup>3</sup>	Flux (µg/j)
Dioxines et furannes	0,1	93,6

Paramètres	Valeurs limites	
	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux (kg/j)
Cadmium et ses composés, exprimé en cadmium (Cd) et Thallium et ses composés, exprimé en thallium (Tl)	0,05	0,047
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05	0,047
Total des autres métaux lourds suivants : - l'antimoine et de ses composés, exprimé en antimoine (Sb), - l'arsenic et de ses composés, exprimé en arsenic (As), - plomb et de ses composés, exprimé en plomb (Pb), - chrome et de ses composés, exprimé en chrome (Cr), - cobalt et de ses composés, exprimé en cobalt (Co), - cuivre et de ses composés, exprimé en cuivre (Cu), - manganèse et de ses composés, exprimé en manganèse (Mn), - nickel et de ses composés, exprimé en nickel (Ni), - vanadium et de ses composés, exprimé en vanadium (V).	0,5	0,47

**Constats :** L'exploitant a présenté le résumé des résultats de son autosurveillance depuis le 1er janvier 2022.

La durée des dépassements de valeurs limites 30 minutes ainsi que la durée des indisponibilités des moyens de mesures sont chacune, pour les deux lignes, très inférieures à 60h.

En revanche, des valeurs limites en moyenne journalière ont été dépassées 11 fois au total, uniquement sur le paramètre NOx, 8 fois au niveau de la ligne 1 et 3 fois au niveau de la ligne 2. L'exploitant indique que ces dépassements ont principalement pour origine la méthode de régénération du catalyseur de l'équipement de réduction catalytique des NOx.

Les dépassements de VLE journalières constituent des non-conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : AUTOSURVEILLANCE DES REJETS A L'ATMOSPHERE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/06/2011, article 4.18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure une surveillance en continu à l'émission des paramètres suivants sur chacune des installations d'incinération de déchets non dangereux : - de la température des gaz dans le foyer, - de la concentration en oxygène, de la pression, de la température et de la teneur en vapeur d'eau dans les gaz d'échappement, - de la concentration en NOX (équivalent NO2), - de la concentration en monoxyde de carbone (CO), - de la concentration en poussières totales, - de la concentration en substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimé en COT, - de la concentration en chlorure d'hydrogène, - de la concentration en fluorure d'hydrogène, - de la concentration en dioxyde de soufre (équivalent SO2), - de la concentration en ammoniac, à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2014, - du débit du rejet à l'atmosphère.
<b>Constats :</b> La surveillance réalisée par l'exploitant de ses émissions atmosphériques n'appelle pas de remarque particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Contrôle vidéo des déchargements

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1 - II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conditions de l'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet.
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes. [...]  Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :  -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;  -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que l'installation des dispositifs pour la surveillance vidéo des déchargements des déchets était en cours d'installation depuis 2 semaines.  Le D. 541-48-1 du Code de l'environnement est applicable, mais une période de tolérance pour son respect est prévue jusqu'à la fin 2022. Il est donc rappelé à l'exploitant qu'il devra respecter les prescriptions de cet article au plus tard le 01/01/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/09/2021, article R. 541-48-4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2021, Conditions de l'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué ne pas disposer de documents de la part des producteurs de déchets attestant de leur respect des opérations de tri. Il a prévu de les demander pour l'établissement des certificats d'acceptation préalable des déchets pour l'année 2023.  Bien que cet article du Code de l'environnement soit applicable, il est prévu une période de tolérance jusqu'à la fin 2022. Il est donc attendu que l'exploitant respecte les prescriptions de cet article à partir du 01/01/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 3.10.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...]
<b>Constats :</b> Certains récipients contenant des produits dangereux étaient entreposés sans rétention, dans une zone extérieure protégée par un grillage, au bord de l'allée située au Sud-Ouest du site.  Tous les produits dangereux doivent être associés à une rétention, correctement dimensionnée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois